REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET Nº 84-323 du 8 Août 1984

portant création de la Commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Théodore AHONOUKOUN, Contrôleur de l'Office des Postes et Télécommunications à Cotonou.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL.

- VU L'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU Le décret N° 84-322 du 3 Août 1984 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU L'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des collectivités locales,
- SUR Décision du Conseil Exécutif National en sa séance du 6 Juin 1984,

DECRETE:

Article 1er. - En application des dispositions de l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 susvisée, il est créé une commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Théodore AHONOUKOUN, Contrôleur de l'Office des Postes et Télécommunications à Cotonou, dans le détournement qu'il a commis au préjudice de la Banque Commerciale du Bénin et dudit Office.

Arcicle 2.- La composition de la Commission est la suivante :

<u>Président</u>: Camarade Gilbert AHOUANDJINOU, du Ministère de la Justice et de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques

Membres : Camarades : - Justin KOUASSI, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière,

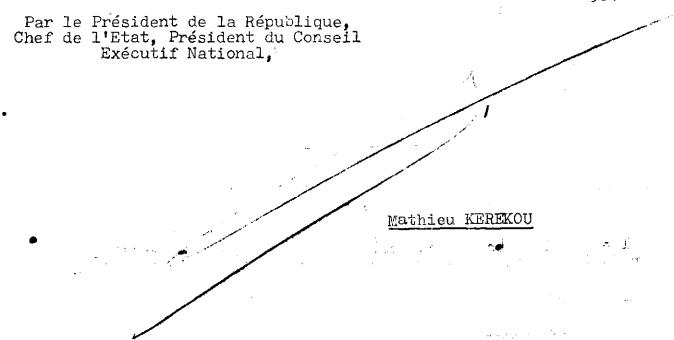
- Raphaël DOBOSSOU, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative,

- Germain AGOSSADOU, du Ministère du Travail et des Affaires Sociales;
- Sylvain BOYA, du Ministère des Finances et de l'Economie:
- Lieutenant-Stagiaire Ferdinand ASSOGBA et Adjudant-Chef Emmanuel MENSAH, des Forces Armées Populaires du Bénin ;
- Etienne AVOSSEVOU du Ministère de l'Equipement et des Transports.

Article 3.- La Commission qui déposera son rapport dans les quinze (15) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 8 Août 1984



Ampliations: PR 8 SA/CC/PRPB 4 SGCEN 4 PRESIDENT ET MEMBRES 10.-